

THEME 3



AXE 1

Histoires et mémoires des conflits

► **Entre opposition et complémentarité, quels rapports l'histoire et les mémoires des conflits entretiennent-elles ?**

A Au cours du conflit, une histoire manipulée

1. Justifier la guerre

- Dès le début des conflits, **les gouvernements orientent l'histoire pour faire porter la responsabilité des hostilités à l'ennemi**. Cela légitime et justifie leur action militaire. En 1914, la France se présente ainsi comme la victime de l'agression allemande, qui, elle, revendique mener une guerre préventive contre la menace russo-française. Le révolutionnaire russe Lénine accuse le système impérialiste et capitaliste. Selon lui, la guerre aurait été voulue par les puissants pour renforcer leur domination.
- En temps de guerre, **même si la responsabilité est le plus souvent multiple, les explications complexes sont remplacées par des schémas simplistes afin de susciter la haine de l'ennemi**.

2. Un travail historique impossible

- Durant les conflits, **les autorités contrôlent l'information et déploient une propagande** empêchant les historiens d'étudier les événements en cours. Ces derniers n'ont également pas le recul ni les archives nécessaires pour mener leur travail à bien. Chaque pays peut alors mettre en avant la cause qui l'arrange.
- Ainsi, pour la Grande Guerre, l'Empire allemand se voit comme encerclé d'ennemi et estime devoir mettre un terme à cette menace, la Russie met en avant son devoir d'assistance envers la Serbie, alors que le Royaume-Uni rappelle que c'est l'Empire allemand qui a violé la neutralité belge.
- Durant la guerre d'Algérie, les opposants français au conflit sont muselés comme le journaliste communiste Henri Alleg qui est kidnappé en juin 1957 et torturé par l'armée française. Son livre, *La Question* (1958) est interdit. La presse est également contrôlée et les informations allant contre les intérêts français sont censurées.

B Premières explications, premiers travaux

1. L'histoire des vainqueurs au lendemain de la guerre

- Une fois le conflit terminé, **les vainqueurs peuvent imposer leur vision du conflit**. Après l'**armistice** du 11 novembre 1918, l'Allemagne, fortement affaiblie, est obligée de reconnaître qu'elle porte la responsabilité de cette guerre avec ses alliés par l'article 231 du traité de Versailles (28 juin 1919). Si le traité est ratifié, l'opinion publique allemande ne comprend pas sa dureté et le considère comme un « *diktat* ».
- Après la guerre d'Algérie, le Front de libération nationale se présente ainsi comme le seul acteur de l'indépendance algérienne, occultant la participation des autres mouvements nationalistes, tel le Mouvement national algérien (MNA) de Messali Hadj, à la lutte contre la France.

2. Les premiers travaux historiques et leur diffusion ► **Jalon 1, p. 180**

- Puis c'est au tour **des historiens de commencer à livrer leurs premières études**. Ainsi, l'historien et ancien combattant Pierre Renouvin retrace les principales causes de la guerre dès 1925, mais n'insiste pas sur la responsabilité de la France.
- **L'enseignement du conflit est aussi décisif**. Si les jeunes Allemands sont formés dans un esprit de revanche par rapport au traité de Versailles à partir de 1933, en France l'historien Jules Isaac prend conscience de la nécessité de ne pas élever les jeunes Français dans la haine de l'Allemagne. Inspecteur général de l'instruction publique

VOCABULAIRE

Armistice : convention par laquelle les pays en guerre suspendent les hostilités.

Commémoration : cérémonie officielle organisée par l'État autour d'un événement de l'histoire nationale pour rassembler les citoyens et renforcer la mémoire collective.

« Si l'histoire rassemble, la mémoire divise. »

Pierre Nora, *Les Échos*, 2007.

et auteur de manuel pour les élèves, il explique que les responsabilités sont certes inégalement partagées, mais que la France a une part de responsabilité dans le déclenchement du conflit aux côtés des Empires allemand et austro-hongrois.

C Le temps de la vérité et de l'apaisement

1. L'histoire en débat ▶ Jalon 2, p.

188

- Lorsqu'il s'agit de conflits, le travail historique s'appuie particulièrement sur les archives officielles. En France, les historiens ont eu accès aux documents concernant la guerre d'Algérie à partir de 1992 alors qu'en Algérie elles restent confidentielles. En attendant cette ouverture des archives, les historiens en France, comme Benjamin Stora, se sont surtout appuyés sur des témoignages. Avec le temps, **les témoins** veulent parfois laisser une trace et offrent un regard personnel sur le conflit. Ce regard apporte des informations précieuses mais reste le point de vue d'une personne qu'il faut compléter et recouper par d'autres sources.
- La disparition progressive des acteurs des conflits tend à faciliter le travail des historiens dans la mesure où s'apaisent les mémoires. Avec le temps, les recherches des historiens s'améliorent car ils ont **accès à davantage d'archives**, profitent des **travaux de leurs prédécesseurs** et peuvent **croiser les sources**. Différentes thèses font alors surface et peuvent parfois bousculer les certitudes de la société. En 1961, l'historien allemand Fritz Fischer, pourtant ancien membre du parti nazi, explique que l'Empire allemand souhaitait à tout prix accéder au rang de puissance mondiale au risque calculé et assumé de déclencher la guerre. La **confrontation des travaux** des historiens français avec ceux des Allemands ou des Algériens permet progressivement de surmonter les analyses partisans et nationalistes.

2. Le temps de l'apaisement et des commémorations

- En France, une loi reconnaît en 1999 la guerre d'Algérie comme un conflit armé et non plus de simples « événements », ou une « pacification » selon les termes longtemps employés par les autorités françaises. Les noms des rues ou des monuments inscrivent les événements dans les mémoires (mémorial de la guerre d'Algérie, 2002; place Maurice Audin, 2003). Les hommes politiques assument la responsabilité de leurs prédécesseurs comme Emmanuel Macron qui a reconnu l'aspect systématique de la torture sur ordre de l'État français pendant la guerre d'Algérie. Mais, en Algérie, les archives ne sont toujours pas ouvertes et c'est le FLN qui oriente l'histoire.
- Dans d'autres cas, les liens entre les pays permettent de tourner la page et d'**assumer une mémoire commune plutôt que divisée**. Angela Merkel et François Hollande se sont ainsi retrouvés à Verdun pour la **commémoration** du centenaire de cette bataille où plus de 300 000 Français et Allemands ont perdu la vie.



Commémorations du centenaire de la Grande Guerre

72 chefs d'État et délégations étaient présents à Paris lors de la cérémonie, le 11 novembre 2018. Les services du protocole de l'Élysée ont relégué le président serbe dans une tribune secondaire, déclenchant un incident diplomatique important, la Serbie rappelant qu'elle a perdu 1,2 million d'hommes dans le conflit. La mémoire de ce conflit reste toujours source de tensions.